

# Voici pourquoi le CD&V a retourné sa veste européenne

**Le parti de Wouter Beke a jeté son dévolu sur l'Europe plutôt que le «16». Signe de sa position inconfortable dans la coalition, et geste envers son aile gauche. Un coup fourré n'est pas exclu.**

**BENOÎT MATHIEU**

D'accord, le choix était difficile et les discussions, tendues, reconnaît le CD&V. Qu'importe: ce jeudi matin, les chrétiens-démocrates flamands sont officiellement à la fête. Le président Wouter Beke sourit, la future commissaire européenne belge Marianne Thyssen sourit, le co-formateur Kris Peeters sourit. «Nous sommes très contents du résultat, se félicite Wouter Beke. Au début, beaucoup ont douté de notre sincérité. Mais nous avons prouvé que la politique dépasse les ambitions personnelles.»

Car oui, les négociations suédoises ne déboucheront pas sur le gouvernement Peeters I, alors que l'installation de l'ancien ministre-président flamand au «16» semblait pliée depuis des lustres. A la base de l'accord flamand entre N-VA et CD&V: à l'un la ministre-présidence, à l'autre le Premier ministre. Eh bien non. Coup de tonnerre. Le CD&V fait le choix d'envoyer Marianne Thyssen à la Commission européenne. Et, de facto, renonce à présider le gouvernement fédéral, le MR en ayant fait une question de principe. Le CD&V ne peut revendiquer les deux postes – après tout, il n'est jamais que le troisième parti de la coalition mariant N-VA, MR, CD&V et Open VLD.

«C'est la bonne manière de faire de la politique, commente un Kris Peeters rigolard, qui se demande s'il n'a pas peaufiné son français pour rien. Quand ça doit se passer, il faut mettre ses ambitions personnelles de côté. Malgré l'aspect émotionnel. Didier Reynders était à quelques centimètres de la Commission et moi, du 16 rue de la Loi. Et en un coup, tout change.»

Mais quelle mouche a donc piqué le CD&V? «Il faudra du temps pour bien apprécier ce qui s'est joué en interne, avertit Pascal Delwit, poli-

logue à l'ULB. *Le CD&V est sans conteste le parti le plus complexe à analyser, et il n'hésite pas à tuer les siens.*» En termes de mouches, il n'y en aurait pas qu'une seule – c'est plutôt une rafale de piqûres qui a déclenché le coup de théâtre. Qui, s'il s'explique a posteriori, a quand même pris tout le monde de court. «Soyons honnêtes, reconnaît Dave Sinardet, politologue à la VUB. *Personne ne l'avait vu venir, pas même les négociateurs de la suédoise.*»

## Un gage à l'aile gauche

Les raisons, donc. «Quelle que soit l'estime que l'on porte à Marianne Thyssen et à ses indéniables qualités, sa personnalité seule ne constitue pas une explication suffisante, tranche Pascal Delwit. *Le noeud, c'est la position du CD&V dans la coalition et les rapports de forces en interne.*» Inconfortable, la position. «Le parti a plutôt évolué à droite durant la dernière décennie et le voilà à présent en train de jouer l'aile gauche du gouvernement.» Devoir ramer tout seul à gauche toute, le CD&V n'en a pas l'habitude. Dans ce cas, le poste de Premier pourrait bien l'embarrasser. Forcément: le Premier est censé incarner le compromis et évoluer au-dessus de la mêlée. «Ce n'est jamais évident d'être le parti qui livre le Premier et de vouloir faire pencher la balance de son côté, explique Dave Sinardet. *Cela a été difficile tant pour l'Open VLD que le PS.*» Renoncer à ce poste renforce la position du CD&V

à la table des négociations: puisqu'il ne fait plus le gourmand qui réclame le beurre (le «16») et l'argent du beurre (l'Europe), il lui est à présent plus facile de poser des exigences en termes de contenu. Au passage, le parti offre un gage à son aile gauche, qui montrait de sérieux signes de nervosité ces derniers temps.

Et puis, brille-t-il tant que cela, ce fauteuil de Premier? En fait, il a perdu de sa superbe. «L'avantage électoral qu'il procurait auparavant n'est plus garanti, souligne Dave Sinardet. *Regardez Elio Di Rupo. Un constat qui vaut aussi pour Kris Peeters à la ministre-présidence fla-*

*mande.*» D'autant plus quand on n'est pas assuré que l'attelage fédéral tiendra la route jusqu'au bout. Autant, dès lors, ne pas en être le visage. Politologue à l'université de Gand, Nicolas Bouteca franchit un pas supplémentaire. En choisissant l'Europe, le CD&V a opté pour le poste offrant le plus de pouvoir. «Un portefeuille important à la Commission offre plus d'influence que le '16', et coûte le même prix politique. *Surtout que le futur Premier aura toujours le plus grand parti, la N-VA, qui regardera par dessus son épaule. Premier, ce sera une fonction plus symbolique que puissante.*» Ajoutez à cela que le CD&V a une longue histoire européenne et s'apprêtait, avec le départ d'Herman Van

## «Le noeud, c'est la position du CD&V dans la coalition et les rapports de force en interne.»

**PASCAL DELWIT**  
POLITOLOGUE (ULB)

Rompuy, à perdre son dernier relais européen. En ce sens, Marianne Thyssen tombait à pic.

Elle avait le vent en poupe aussi, en interne. Plébiscitée au bureau du parti. Au contraire de Kris Peeters, qui a connu une petite déconfiture électorale. «Cela témoigne d'un renversement au sein du CD&V, pointe Pascal Delwit. *Une forme d'affirmation des ambitions de Wouter Beke par rapport à celles de Kris Peeters.*» Il devenait ainsi difficile de «sacrifier» le soldat Thyssen

au profit de Peeters, confirme Dave Sinardet. «Le CD&V ne pouvait pas donner l'impression de faire du poste de Peeters sa première priorité, au détriment du contenu.» D'autant plus que l'intérêt de Peeters pour le «16» n'a pas frappé d'emblée, lui qui rêvait surtout, et tout haut, de la ministre-présidence flamande.

Enfin, il ne faudrait pas non plus exclure le coup fourré, glisse Pascal Delwit. «C'est le côté retors du CD&V. *En termes de postes qui comptent, le*

*CD&V est maintenant servi, tandis que le '16' reste une affaire pendante. Bien sûr, il est promis à la famille libérale, mais le sera-t-il toujours d'ici un mois? En politique, l'affirmation d'un jour n'est pas toujours la vérité du lendemain. En tout cas, une chose est sûre: la partie autour du '16' n'est pas encore terminée.*»

## Où caser Kris Peeters?

D'ici-là, le CD&V se retrouve avec une interrogation sur les bras. S'il ne devient pas Premier, que faire de Kris Peeters? «Il continue à mener les négociations», balaie pour l'heure le parti. Sauf qu'il est difficile d'imaginer, un peu comme pour Didier Reynders, que l'homme devienne «simple» vice-Premier, après avoir visé la catégorie supérieure. «Sauf, peut-être, s'il obtient un poste prestigieux, comme les Affaires étrangères», imagine Dave Sinardet. Autre possibilité: que ce soit Wouter Beke qui monte au Fédéral, laissant la tête du parti à Kris Peeters. Sauf que ce dernier n'a pas l'image d'un homme de parti et présente plutôt un profil «exécutif». «D'autant moins probable que Wouter Beke est à présent l'homme fort du CD&V», estime Nicolas Bouteca. L'intéressé l'a répété ce jeudi matin: il entend bien rester président pour quelques années. «Pour moi, l'avenir de Kris Peeters est en dehors de la politique», poursuit le politologue. Ne lui promettait-on pas, il y a peu, la tête du port d'Anvers? «La vie est également exquise en dehors de la politique», tweetait justement Rik Torfs jeudi soir. Une invitation au voyage?

«C'est quelqu'un qui sait écouter, qui est vraiment ouvert à la négociation, dont les points de vue peuvent évoluer: elle fait de la politique pour l'intérêt général - pour sa conception de l'intérêt général -, pas pour sa carrière.»

Philippe Lamberts, eurodéputé Ecolo à propos de Marianne Thyssen

«Je tiens à féliciter de tout mon cœur Marianne Thyssen, Elle possède toutes les qualités pour devenir une bonne commissaire.»

Gwendolyn Rutten,  
présidente  
de l'Open VLD

«Marianne Thyssen dispose d'une grande expertise sur les questions européennes et dispose d'une autorité auprès d'amis et d'opposants au niveau international. Je lui souhaite beaucoup de succès, mon estime pour elle est grande.»

Bart De Wever, président de la N-VA

«J'ai trop lu que le CD&V exige trop de postes mais nous tentons simplement d'obtenir le meilleur de ces négociations. La 'coalition suédoise' est suffisamment viable pour poursuivre les négociations (...) et le CD&V avance maintenant à fond pour appliquer son propre programme. Le poste de Premier ministre n'est plus à l'ordre du jour (pour nous, NDLR).»

Wouter Beke, président du CD&V

«C'est une bonne nouvelle pour l'Europe mais aussi un signal de faiblesse de la part de la coalition suédoise.»

Elio Di Rupo, Premier ministre en affaires courantes

«Et Louis Michel Premier ministre? Curieux que personne ne l'évoque alors qu'il en rêve tant...»

Tweet d'Olivier Maingain, président du FDF

## Les neuf femmes de Jean-Claude Juncker

**Si la désignation de Marianne Thyssen a été plus que tardive, elle permet néanmoins au président de la future Commission d'atteindre le seuil de personnalités féminines réclamé par le Parlement.**

**OLIVIER GOSSET**

La Belgique ayant enfin désigné son – ou plutôt sa – commissaire, le

président de la future Commission européenne va pouvoir peaufiner la constitution de son collège.

À vrai dire, Jean-Claude Juncker n'a pas attendu la fin des états d'âmes des négociateurs de la suédoise pour travailler sur la répartition des portefeuilles au sein de son équipe. L'ancien Premier ministre luxembourgeois a entamé au début de cette semaine les auditions des commissaires désignés. Il ne peut en

effet se payer le luxe de traîner, la Commission devant entrer en fonction le 1<sup>er</sup> novembre prochain, avec d'ici là, quelques obstacles à franchir. Juncker a clôturé cette série d'entretiens hier avec Marianne Thyssen, qui deviendra la première femme politique belge à ce poste. La liste officielle des commissaires – certains pays avaient fourni plusieurs noms – devrait être rendue publique ce vendredi.

### La menace d'un refus

L'ancien président de l'Eurogroupe devait avant tout réunir un nombre suffisant de femmes dans la nouvelle Commission. Mission réussie. Sa porte-parole a fait savoir hier qu'elles seraient neuf (sur 28 commissaires), soit autant qu'au sein de l'exécutif sortant. En juillet, il ne pouvait compter que sur quatre personnalités féminines. Ce qui avait poussé une partie du Parlement européen à brandir la menace d'un refus lors du vote d'investiture qui doit intervenir lors de la session plénière d'octobre. Pas question de donner un feu vert à une équipe qui comp-

terait moins de femmes que la Commission Barroso II, avaient averti socialistes et libéraux, qui se sont pourtant accordés avec le PPE (droite chrétienne-démocrate et centre-droit) sur la répartition des hautes fonctions au sein de l'UE.

Jean-Claude Juncker a donc fait pression sur plusieurs États membres pour qu'ils tiennent compte de cette contrainte, promettant des postes importants aux pays qui accepteraient d'envoyer une femme à Bruxelles. Ce qui a finalement payé, puisque cinq autres capitales ont tenu compte de sa demande. Certaines d'entre elles ont même changé à la dernière minute leur postulant, comme la Roumanie, qui a évincé Dacian Ciolos, le commissaire sortant à l'Agriculture, au profit de l'eurodéputée Corina Crețu. Quant à la Pologne, elle avait retiré la candidature de son ministre des Affaires étrangères, Radosław Sikorski, qui brigait le poste de Haut Représentant de l'UE aux Affaires étrangères. Une fon-

ction qui a finalement été attribuée par les chefs d'État et de gouvernement à l'Italienne Federica Mogherini. Varsovie, qui a par contre

### La nouvelle équipe s'annonce plus lourde politiquement que la précédente, avec pas moins de cinq anciens chefs de gouvernement.

obtenu la Présidence du Conseil européen pour son Premier ministre Donald Tusk, a ensuite mis sur la table le nom de son actuelle ministre des Infrastructures, Elzbieta Bienkowska. En définitive, la désignation très tardive par la Belgique de Marianne Thyssen aura permis à Juncker d'éviter un couac avec les parlementaires...

### Portefeuilles convoités

Qui fera quoi dans la prochaine Commission? Outre la fonction de président, attribuée en juin au Luxembourgeois par les dirigeants européens, il n'y a qu'une seule certitude: la haute représentante Federica Mogherini sera en même temps vice-présidente du collège. Reste donc 26 portefeuilles à distribuer, dont cinq ou six considérés comme stratégiques par les capitales européennes et, à ce titre, particulièrement convoités.

L'un de ceux-ci est le commissariat aux Affaires économiques et à l'euro, dont le titulaire est notamment chargé de la surveillance budgétaire des pays de la zone euro. Jusqu'il y a peu, tout semblait indiquer que le poste allait être attribué au Français Pierre Moscovici, ancien ministre de l'Économie du gouvernement Ayrault. Mais selon un organigramme provisoire qui a fuité ces derniers jours, l'ex-ministre français pourrait écopier de la Concurrence – une autre fonction très prisée –, tandis que les Affaires économiques atterriraient dans les mains de l'ex-Premier ministre finlandais, Jyrki Katainen.

Les bruits de couloir font état de l'Allemand Günther Oettinger au Commerce (en remplacement du Belge Karel De Gucht) et du conservateur britannique Jonathan Hill à l'Énergie et au Changement climatique. Ces mêmes rumeurs évoquent également une scission du

portefeuille du Marché intérieur, pour constituer un maroquin Services financiers (avec notamment la supervision des banques) séparé. Par ailleurs, le successeur de José Manuel Barroso pourrait donner plus de consistance aux postes de vice-présidents, qui sont essentiellement honorifiques. Le nombre de commissaires ayant sensiblement augmenté au cours des élargissements successifs de l'UE, on évoque régulièrement la nomination de super-commissaires, avec des compétences transversales, ou encore la formation au sein du collège de «clusters» regroupant divers portefeuilles sous la houlette d'un vice-président.

### L'écueil des auditions

La nouvelle équipe s'annonce plus lourde politiquement que la précédente, avec pas moins de cinq ex-chefs de gouvernement, ainsi que 13 ministres ou anciens ministres, six commissaires sortants et quelques eurodéputés. La Commission Juncker comptera 14 PPE, huit socialistes et sociaux-démocrates, cinq libéraux et un conservateur britannique.

Reste toutefois à franchir un autre écueil: la semaine du 29 septembre, chaque candidat sera évalué par les commissions compétentes du Parlement. L'exercice – qui n'a pas d'équivalent au niveau national – n'a rien d'une partie de plaisir. Les eurodéputés aiment rappeler qu'ils possèdent un réel pouvoir de contrôle sur le collège et ses membres.

Par le passé, ils ont ainsi contraint José Manuel Barroso à se passer en 2004 des services de l'italien Rocco Buttiglione – suspecté d'homophobie – et cinq ans plus tard, de ceux de la Bulgare Roumiana Jeleva, en raison de ses relations interlopes. En 1999, Philippe Busquin, victime d'un règlement de comptes entre socialistes et conservateurs, avait été à deux doigts de jeter l'éponge après une audition très dure polluée par des questions sur les affaires qui avaient touché le PS quelques années auparavant.

